

La délégation du personnel doit-elle être consultée avant l'introduction d'une politique alcool en entreprise ?

Réponse courte

La consultation de la délégation du personnel est **obligatoire** lorsque la politique alcool est intégrée dans le règlement intérieur. L'art. L.414-3 du Code du travail prévoit que la délégation rend son avis sur l'**élaboration ou la modification** du règlement intérieur et en surveille l'exécution. L'omission de cette consultation peut fragiliser la validité de la politique alcool en cas de contentieux.

La consultation porte sur le **contenu** de la politique (périmètre de l'interdiction, sanctions prévues, modalités de contrôle) et non sur le principe même de l'interdiction, qui relève du pouvoir de direction de l'employeur et doit être formalisée dans le règlement intérieur. L'avis de la délégation est **consultatif** : l'employeur n'est pas tenu de le suivre, mais il doit le recueillir formellement et pouvoir en justifier. En cas de prévision de tests d'alcoolémie, la délégation doit également être informée au titre de l'art. L.261-1.

Définition

La consultation de la délégation du personnel est une **procédure obligatoire** par laquelle l'employeur recueille l'avis des représentants des salariés avant l'adoption ou la modification du règlement intérieur. Cet avis est **consultatif** et non contraignant, mais son absence constitue un vice de procédure susceptible d'invalider les mesures prises.

Conditions d'exercice

La procédure de consultation suit un cadre défini par le Code du travail.

Condition	Détail
Obligation	Consultation obligatoire pour toute élaboration ou modification du règlement intérieur (art. <u>L.414-3</u>)
Initiative	L'employeur soumet le projet de politique alcool à la délégation
Objet	Le contenu de la politique : interdiction, sanctions, modalités de contrôle
Nature de l'avis	Consultatif : l'employeur n'est pas lié par l'avis rendu
Forme	Avis formalisé, idéalement dans un procès-verbal de réunion
Surveillance	La délégation surveille ensuite l'exécution du règlement intérieur

Modalités pratiques

L'organisation de la consultation de la délégation requiert une préparation rigoureuse.

Élément	Détail
Convocation	Convoquer la délégation en précisant l'ordre du jour
Documentation	Transmettre le projet de politique alcool en amont de la réunion
Présentation	Exposer les motifs de la politique et les risques identifiés
Échanges	Permettre un débat et recueillir les observations de la délégation
Procès-verbal	Consigner l'avis de la délégation dans un PV signé
Conservation	Archiver le PV avec le règlement intérieur

Pratiques et recommandations

Consulter la délégation en amont du déploiement de la politique, et non a posteriori, pour sécuriser la procédure et favoriser l'adhésion des salariés.

Transmettre le projet complet de politique alcool avec un délai raisonnable avant la réunion pour permettre aux délégués d'en prendre connaissance.

Documenter l'ensemble de la procédure de consultation (convocation, projet transmis, PV d'avis) pour constituer un dossier probant en cas de litige.

Informier également la délégation en cas de mise en place de tests d'alcoolémie, conformément aux obligations de transparence en matière de politique alcool et drogues.

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. <u>L.414-3</u> Code du travail	Avis de la délégation sur le règlement intérieur et surveillance de son exécution
Art. <u>L.261-1</u> Code du travail	Information de la délégation en cas de traitement de données à des fins de surveillance
Art. <u>L.312-1</u> Code du travail	Obligation de sécurité justifiant la politique alcool

L'avis de la délégation du personnel est consultatif mais son absence constitue un vice de procédure. En cas de contentieux, le tribunal du travail vérifie que la procédure de consultation a été respectée. La bonne pratique consiste à associer la délégation dès la conception de la politique alcool.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.